



Le stage parental : de la loi à la pratique

**Analyse CODE
Août 2009**

Par la présente analyse, la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) souhaite développer un point particulier de la récente réforme de la loi de la protection de la jeunesse du 8 avril 1965¹, vaste réforme qui est progressivement entrée en vigueur depuis l'été 2006. Ce point qui retient notre attention, c'est le stage parental à destination des parents de mineurs délinquants, en vue de les responsabiliser. Il a soulevé et soulève encore bien des questions et reste au centre de nombreuses polémiques.

En introduisant cette mesure dans l'arsenal législatif, la ministre de la Justice de l'époque, Laurette Onkelinx, s'inspirait d'expériences françaises et anglaises en la matière, où le stage parental n'a pourtant jamais vraiment convaincu, que ce soient les acteurs de terrain ou ceux du monde scientifique.

En Belgique également, les critiques se sont multipliées, émanant de toutes parts².

De même, en Flandre, le succès de la mesure ne fût jamais au rendez-vous : le premier bilan, dressé en septembre 2008 par Stefaan Vanackere, alors Ministre communautaire responsable de cette matière, a montré que le stage parental a été imposé à seulement 44 reprises au cours des 15 premiers mois, alors que l'accord de coopération annonçait des chiffres beaucoup plus élevés.

Les critiques furent telles que le nouveau Ministre fédéral de la Justice, Stefaan De Clerck, soulignant l'inefficacité de cette mesure (car, à son estime, juges et parquets n'y avaient pas suffisamment recours), dénonçait début juillet 2009 l'accord de coopération liant les Communautés concernant le financement du stage parental. Aujourd'hui, même si la mesure reste dans la loi, à défaut de services chargés de la mettre en œuvre, les juges et les parquets n'y auront plus recours. Par ailleurs, il est peu probable que les Communautés décident d'y injecter de l'argent ou en aient même les moyens.

Afin de faciliter la compréhension des enjeux d'un tel stage -aussi bien pour les parents que pour leurs enfants-, et compte tenu de notre objet social³, dans le

¹ Loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, *M.B.*, 15 avril 1965.

² Voyez notamment le dossier consacré à cette thématique par le *Journal du Droit des Jeunes (JDJ)*, sous le titre « Dossier stage parental : Super Nanny chez les Simpson ? », n° 282, février 2009.

³ La CODE est un réseau d'associations non gouvernementales qui ont pour point commun de développer une action spécifique de promotion et de défense des droits de l'enfant en Belgique, et en Communauté française en particulier. Pour plus de précisions, voyez l'encart en fin de document, ainsi que le site Internet www.lacode.be.

cadre du présent document, nous nous focaliserons sur la situation en Communauté française. Notre perspective est celle des droits de l'enfant et, d'une manière plus générale, des droits de l'Homme.

L'analyse que nous proposons ici comprend six parties. Pour commencer, nous présenterons rapidement le cadre général du stage parental et reviendrons sur le contexte dans lequel il a vu le jour. Ensuite, nous cernerons plus précisément ce qu'est un stage parental, comme défini par la législation. Dans un troisième temps, nous proposerons un état des lieux des stages parentaux, tels qu'ils ont été mis en place en Communauté française. Dans ce cadre, nous tenterons de répondre à plusieurs questions, parmi lesquelles : Quand ont-ils été effectifs ? Combien de parents ont été concernés ? Enfin, avant de conclure, nous reviendrons sur plusieurs critiques émises à l'endroit du stage parental, et ce dans la perspective des droits humains et des droits de l'enfant.

1. Cadre général

Suite à des faits divers tragiques (mais exceptionnels) et à l'émotion populaire qu'ils ont suscitée, le gouvernement a réagi par une accélération de la réforme de la loi de protection de la jeunesse, entamée depuis quelques années dans notre pays⁴.

Cette réforme s'inscrit dans un contexte plus large de remise en question du modèle protectionnel en matière de délinquance juvénile. Ainsi que le résume Sophie de Biolley, au niveau international, on tend de plus en plus vers des modèles « sanctionnels » ou « restaurateurs », ou encore une combinaison des deux. « *Cette tendance s'ajoute à celle qui considère le milieu familial comme un des facteurs de risques de délinquance et qui fait de la responsabilisation parentale un des principaux axes des nouveaux traitements de la délinquance* » (p. 3)⁵. En effet, suite à des faits délictueux perpétrés par des mineurs, les parents sont régulièrement montrés du doigt et mis en cause dans leur manière d'exercer leur parentalité⁶. D'une manière générale, il est reproché aux familles de ne plus suffisamment jouer leur rôle structurant dans l'éducation des enfants.

Toujours est-il que de nouvelles mesures ont donc été décidées au niveau fédéral, dont la mise en œuvre incombe aux communautés⁷, parmi lesquelles l'organisation de stages parentaux.

⁴ En réalité, la réforme de la loi de la protection de la jeunesse a été inscrite à l'agenda politique lors de réformes institutionnelles depuis les années 1980. Les communautés ont réformé ce qui relève de leur compétence, à savoir l'aide et l'assistance à la jeunesse. De son côté, la matière qui relève de l'État fédéral, à savoir les mesures à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, a été réformée une première fois partiellement en 1994 et plus en profondeur par les lois du 15 mai 2006, 13 juin et 27 décembre à l'initiative de la Ministre de la Justice de l'époque.

⁵ De Biolley, S., « L'émergence du stage parental en Belgique et son processus de création », *JDJ*, n° 282, février 2009, pp. 3-11. Voyez aussi De Fraene, D., « La reconnaissance internationale des stages parentaux. De Springfield à Colmar, Super Nanny s'installe chez les Simpsons », *JDJ*, n° 282, février 2009, pp. 12-14.

⁶ La parentalité désigne le processus qui mène à l'état d'être parent, son développement et ses vicissitudes. Elle est aussi définie comme le lien qui unit les parents à leurs enfants (voir Prospective Jeunesse, Soutien à la parentalité : des ressources, Cahier 44, Septembre 2007).

⁷ Pour une analyse critique de la réforme de la loi de la protection de la jeunesse, voyez notamment Nagels, C., « Au nom de Joe... dérives médiatiques et politiques à partir d'un fait divers tragique », *L'année sociale*, 2006, pp. 203-222.

En 2006, le Gouvernement de la Communauté française a fait du soutien à la parentalité un axe majeur de sa politique en adoptant un plan d'action destiné à utiliser au mieux les services existants dans les secteurs de l'enfance, de l'enseignement et de la culture⁸.

En réalité, pour soutenir la parentalité, le champ des décisions possibles est vaste ; il concerne les différents niveaux de pouvoir : politique d'aide à la jeunesse, secteur de l'enseignement et des associations de jeunesse, aménagement du temps de travail pour faciliter la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, augmentation du niveau des allocations familiales pour le parent restant à la maison pour s'occuper de l'enfant, soutien aux associations familiales existantes, programmes d'éducation affective et sexuelle, campagnes et services de l'ONE, etc.

Le dilemme majeur qui se trouve au cœur du débat sur le soutien à la parentalité peut être résumé par la question suivante : les actions mises en œuvre parviendront-elles vraiment à soutenir les parents ou, au contraire, vont-elles, contribuer à les dévaloriser encore davantage ? Il est en effet peut-être contradictoire, au moins dans certains cas, de vouloir renforcer les parents dans leur rôle d'éducateurs tout en leur envoyant le message qu'ils sont d'une façon ou d'une autre incompetents – puisqu'ils doivent être pris en charge⁹.

En tous cas, un défi majeur est certainement de soutenir les parents dans leur rôle éducatif, sans les dévaloriser.

2. Législation

Dans la présente section, nous allons définir le stage parental tel qu'il est organisé par la loi.

Le « stage parental » est organisé par les articles 29*bis* et 45*bis* de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, insérés par le biais de la loi modificatrice du 13 juin 2006¹⁰. Il dispose que : « *Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur condamné pour un fait qualifié infraction manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance de ce dernier et que le désintérêt de ces personnes contribue aux problèmes du mineur, le tribunal peut, sur réquisition du ministère public ou d'office, leur ordonner d'accomplir un stage parental. Ce stage parental peut uniquement être ordonné en tant que mesure complémentaire à une mesure imposée au mineur par le juge de la jeunesse s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même* ». Le stage parental semble donc bel et bien constituer une sanction à l'égard des parents.

⁸ Plan « Précocité, adéquation et cohérence : l'Aide à la jeunesse de demain », approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en date du 19 mai 2006. Voir notamment le communiqué de presse du 23 juin 2006. Ce plan décrit notamment la manière dont les stages parentaux devront être mis en œuvre par les services de la Communauté française.

⁹ Voir « Education et soutien à la parentalité : quand le politique s'en mêle », Analyse 2006/17, disponible via www.couplesfamilles.be.

¹⁰ Loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, *M.B.*, 19 juillet 2006.

De son côté, l'article 25 de la loi prévoit une sanction pénale en cas de refus des parents. En effet, il précise que « *Le tribunal de la jeunesse peut condamner à un emprisonnement d'un à sept jours et à une amende d'un euro à vingt-cinq euros ou à une de ces peines seulement, les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du mineur ayant commis un fait qualifié infraction qui manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard de la délinquance de ce dernier et qui refusent d'accomplir le stage parental visé à l'article 29bis, ou qui ne collaborent pas à son exécution* ». Comme toute sanction, celle-ci est mentionnée au casier judiciaire.

Comme souligné plus haut, ce type de soutien à la parentalité n'est pas sans soulever diverses interrogations. Il s'agit en effet de « responsabiliser », mais aussi de sanctionner les parents « responsables » de la délinquance de leurs enfants. Il s'agit de leur rappeler leurs devoirs. Mais, les parents n'ont-ils pas plus besoin d'être aidés que d'être stigmatisés ?

Au-delà de la théorie –et des éventuelles critiques–, où en est la pratique ? En d'autres termes, où en sont les stages parentaux, aujourd'hui, en Communauté française ?

3. En pratique

Le stage parental est entré en vigueur le 1^{er} avril 2007, soit il y a plus de deux ans maintenant. Ce stage fait l'objet d'un financement fédéral, mais est mis en œuvre par les Communautés¹¹. Dans la présente section, la pratique en Communauté française est présentée dans les grandes lignes.

Rappelons que le stage parental peut être proposé par un substitut du parquet ou imposé par un juge de la jeunesse aux parents de mineurs poursuivis pour des faits qualifiés infractions à partir du moment où ils témoignent d'un « *désintérêt caractérisé* » vis-à-vis du comportement délinquant de leur enfant¹² et que ce désintérêt contribue aux problèmes du mineur. Un tel stage peut également être imposé par le tribunal de la jeunesse¹³.

Le moment de la sanction associe très étroitement le jeune, afin de le responsabiliser au moins autant que ses parents. Par ailleurs, le service organisant le stage souhaite également être présent, « *de sorte à co-construire le plus rapidement possible une relation de confiance avec les parents* »¹⁴.

¹¹ Ce qui n'est pas conforme à la répartition des compétences au regard de notre structure institutionnelle : l'Etat fédéral est compétent pour édicter des mesures à l'égard des jeunes qui commettent des « faits qualifiés infractions » mais il revient aux Communautés de les mettre en œuvre et donc de les financer.

¹² Les magistrats doivent se baser sur l'attitude des parents au cours de la procédure, sur l'existence d'antécédents, sur les rapports des diverses équipes afin de se prononcer sur la présence d'un tel « *désintérêt caractérisé* ». Une récente recherche indique que les magistrats pointent également d'autres caractéristiques que ce désintérêt des parents susceptibles de constituer, d'après eux, une raison d'intervention au moyen du stage parental. Parmi ces caractéristiques, on retrouve notamment la présence d'enfants plus jeunes dans la famille ou d'aînés délinquants, la structure familiale et le rôle des parents, le jeune âge du mineur concerné, et l'absentéisme scolaire. Voyez Christiaens, J., & Van Poeyer, V., « La responsabilisation des parents : le point de vue des juges de la jeunesse, des magistrats du parquet et des accompagnateurs sociaux sur le stage parental », *JDJ*, n° 282, février 2009, p. 22.

¹³ *Op. cit.*, p. 19.

¹⁴ Affiliations, « Octobre 2008 – Stages parentaux, un an après – 70 personnes bénéficiaires », *JDJ*, n° 282, février 2009, p. 47.

Au départ, ce sont les services de prestations éducatives et d'intérêt général (SPEP) qui étaient censés organiser ces stages. Cependant, pour des raisons éthiques et pédagogiques (notamment sur l'aspect sanctionnel du stage), ils ont refusé de prendre cette nouvelle mission en charge¹⁵ et la Ministre de la Communauté française a préféré ne pas le leur imposer. Un nouveau SPEP a dû être créé à cet effet. Il s'agit du service « Affiliations »¹⁶.

En Communauté française, l'accord de coopération tablait sur l'organisation de 450 stages par année civile¹⁷. En cas de refus de participation, la sanction prévue peut consister en un emprisonnement (1 à 7 jours) et/ou une amende (1 à 25 euros).

Concrètement, un stage parental, tel qu'il est prévu par l'accord de coopération et organisé par Affiliations, comporte un minimum de 30 heures de prise en charge des parents (sous la forme d'entretiens familiaux et multi-parentaux) auquel peuvent s'ajouter jusqu'à 20 heures supplémentaires d'accompagnement psycho-social et administratif, le tout sur quelques mois¹⁸. Des séances individuelles¹⁹ et collectives se succèdent, encadrées par des professionnels (éducateurs, psychologues, etc.). Les « bénéficiaires » peuvent rencontrer d'autres parents qui vivent une situation similaire à la leur. Les jeunes et les conjoints (en cas de familles recomposées) sont les bienvenus durant une partie des entretiens.

Différentes approches sont utilisées lors des sessions de groupe : collages, commentaires de textes ou de séquences filmées, jeux de rôles, etc. Certaines d'entre elles sont empruntées aux techniques de thérapie familiale.

Le Service Affiliations dit souhaiter éviter de verser dans un quelconque versant sécuritaire, en s'appuyant sur quatre hypothèses de travail constructives :

- Le stage parental n'est pas une punition ; il reste bien une aide ;
- Les progrès accomplis par les personnes se font plus facilement dans une approche collaborative que dans la confrontation ;
- Une situation n'est pas l'autre, et les « recettes » ne fonctionnent pas si elles ne sont pas découvertes par les bénéficiaires eux-mêmes ; et enfin,
- Pour aider les enfants, il faut aider les parents.

Que disent les chiffres ? Entre août 2007 et octobre 2008, 70 personnes ont été impliquées dans un processus de stage parental en Communauté française²⁰. La plupart des dossiers ont été imposés par le Tribunal de la jeunesse, et concernent les deux parents.

Quasi la moitié des jeunes concernés étaient en décrochage scolaire ayant le plus souvent commis des vols avec violence et des dégradations, souvent en bande. Il

¹⁵ Les SPEP travaillent sur mandats. Ils s'adressent à des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, et ont pour mission d'apporter une réponse éducative à la délinquance juvénile par l'organisation de prestations éducatives et philanthropiques, et l'encadrement des jeunes pendant leur prestation.

¹⁶ « Affiliation », Service de Prestations d'intérêt général. Offres restauratrices et stages parentaux, avenue Eugène Ysaye, 15, 1070 Bruxelles, affiliations@phj.be.

¹⁷ Ce qui fait dire à certains que les stages parentaux ne pourront concerner qu'une frange limitée de la population. Voir « Le stage parental », Analyse 2006/28, disponible via www.couplesfamilles.be.

¹⁸ En moyenne : 5 mois et 24 jours.

¹⁹ Ces séances se font d'abord à domicile, pour créer une affiliation, un climat de collaboration avec les bénéficiaires de l'aide.

²⁰ Source : Dossier du JDJ mentionné en note de bas de page n°2.

s'agissait majoritairement de garçons (60 contre 10 filles), ayant en moyenne 14 ans et demi.

A ce jour, peu de données relatives aux « effets » des stages parentaux sont disponibles. Toutefois, dans son dernier rapport d'activités, le Service Affiliations souligne que « *le processus commence à produire des résultats significatifs : cela aide les parents et les jeunes (...). Pour 14 d'entre eux, le stage est terminé, positivement, par l'amélioration de l'estime d'eux-mêmes, la rupture du sentiment d'isolement et le partage des compétences* »²¹.

Le manque d'évaluation extérieure du stage parental et de ses effets pose toutefois question à ce stade²². L'accompagnement des parents tel qu'il est mis en place aujourd'hui est-il forcément aussi pertinent et positif ? Quand peut-on considérer qu'un stage s'est clôturé positivement ?

4. Critiques

Les défenseurs du stage parental soulignent qu'il s'agit avant tout de donner aux mineurs délinquants un maximum de chances pour leur vie future. L'idée est de responsabiliser les parents, la parentalité comportant en effet un certain nombre d'obligations et de devoirs. Dans cette optique, il serait « logique » que la société réagisse lorsque certains parents ne peuvent pas y faire face, soit en leur proposant une aide, soit en les sanctionnant. Certains soulignent aussi que les stages ne doivent pas être considérés comme une sanction, mais plutôt comme une sensibilisation des parents à leur rôle. Il s'agirait avant toute chose de les reconnecter avec leurs responsabilités civiles et pénales.

Toutefois, de nombreuses critiques peuvent être émises concernant le stage parental.

La première réserve à formuler met en cause le principe même de cette mesure. En effet, en pointant les lacunes d'éducation de certains, catalogués comme « mauvais parents », on ne les aide pas à réassumer leur parentalité ni à acquérir de l'autorité vis-à-vis de leur enfant aux yeux duquel ils perdent toute crédibilité mais on provoque une réaction défensive peu propice à une remise en question. Les associations de terrain témoignent qu'il s'agit bien plus souvent de parents dépassés, ne sachant plus comment prendre en charge leur enfant et qui ont donc davantage besoin d'assistance que de sanction dans leur mission éducative.

Des nombreux travaux en psychologie du développement et de l'apprentissage indiquent par ailleurs que le fait de mettre l'accent sur les erreurs d'une personne et la punir en conséquence reste peu profitable²³.

A côté de cela, on peut s'interroger quant à la mise en œuvre de cette mesure. A cet égard, comment ne pas s'inquiéter du caractère extrêmement flou de la notion de « désintéret caractérisé » -et donc de la large place laissée à

²¹ Affiliations, *Op. cit.*

²² Notons qu'une évaluation qualitative de l'accord de coopération et du fonctionnement des services devait être réalisée par un comité d'accompagnement au plus tard en avril 2009, mais celle-ci n'a pas eu lieu.

²³ Voir notamment les travaux pionniers de Piaget (1896-1980).

l'interprétation à ce niveau ? Il est difficile d'appréhender cette notion, de déterminer ce qu'elle recoupe et de savoir comment établir un lien concret entre le comportement du jeune et ce « désintérêt caractérisé » de ses parents. Sur le terrain, on peut également se demander dans quelle mesure les parents qui acceptent de participer à un stage parental manifestent effectivement un désintérêt caractérisé. D'ailleurs, ainsi que le soulignent Jenneke Christiaens et Vinciane Van Poeyer²⁴, « *un parent qui se désintéresse de son enfant, se désintéresse par conséquent de son comportement délinquant, mais le raisonnement inverse ne tient pas. Un parent qui se désintéresse du comportement délinquant de son enfant ne se désintéresse pas nécessairement de son enfant* ».

Une autre inquiétude concernant le stage parental porte sur l'éventualité d'un élargissement de cette mesure à d'autres catégories de parents, comme par exemple les parents de jeunes en décrochage scolaire. C'est en effet ce qui est prévu dans l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral et les Communautés²⁵.

En outre, en mettant spécifiquement la possibilité du stage parental à la disposition du parquet ou du juge de la jeunesse, on risque de voir orienter prioritairement des situations vers ces stages car ils paraissent plus facilement accessibles que les autres services spécialisés en matière de soutien à la parentalité, bien souvent surchargés et sans moyens financiers suffisants. En effet, ces derniers sont parfois méconnus et ne suscitent pas, par manque d'habitude ou de connaissance, une orientation.

Quoiqu'il en soit, il nous semble qu'il existe aussi un véritable problème au niveau du partage des compétences entre Etat fédéral et entités fédérées. Selon le premier niveau de pouvoir, le stage parental est une sanction -qui a des conséquences pénales en cas de non acceptation-, ce qui justifie dès lors sa compétence en la matière. Par contre, du côté des entités fédérées, on avance qu'il s'agit d'une mesure d'assistance, ce qui justifie tout autant leur compétence en la matière. Qu'en est-il réellement ? Le caractère répressif de la mesure semble difficilement contestable, mais dans un cas comme dans l'autre, la mesure ne respecte pas la répartition des compétences entre les entités de notre Etat fédéral.

Des services ont été créés au sein des Communautés pour assurer la mise en œuvre effective de cette mesure particulière, suite à l'accord de coopération susmentionné.

A cet égard, il faut préciser que les travailleurs du secteur de l'aide à la jeunesse sont soumis à des règles de déontologie strictes qui garantissent, entre autres, le secret professionnel et la philosophie du décret relatif à l'Aide à la Jeunesse de 1991²⁶. A tout le moins, le stage parental interroge la position éthique de

²⁴ *Op. cit.*, p. 21.

²⁵ Accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental visé par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (M.B. du 13/07/2007).

²⁶ Décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, M.B., 12 juin 1991.

l'intervenant : ils ont une approche éducative, mais ceux qui leur envoient les situations qu'ils doivent gérer ont une approche sanctionnelle.

Par ailleurs, la charge financière de la mesure est (était...) assumée par l'entité fédérale, ce qui pose une question : y a-t-il un droit d'ingérence dans la mise en œuvre de la mesure de la part de son financeur ?

En la matière, il faut également noter que le stage parental constitue une responsabilité pour autrui, puisque les parents se voient appliquer une sanction pour une faute commise par leur enfant. Or, cette façon de procéder est contraire au principe de la personnalité des peines consacré par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

On notera également que les parents sont rarement défendus par un avocat dans ce cadre²⁷. On peut d'ailleurs penser qu'ils sont mal informés et ne savent pas qu'ils peuvent faire appel de la décision. Ils ont aussi tendance à confondre le Parquet et le Tribunal et ne savent donc pas quel est le pouvoir des uns et des autres.

Enfin, force est de constater que la condamnation à un stage parental constitue sans aucun doute une ingérence dans la vie privée et familiale des personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard d'un mineur et, puisqu'il devrait nécessairement avoir un effet sur le mineur délinquant lui-même, une ingérence dans la vie privée et familiale de celui-ci. Or, cette ingérence ne semble pas être proportionnée à l'objectif poursuivi : d'autres moyens devraient être mis en œuvre pour arriver au résultat escompté. Là encore, c'est contraire aux droits garantis à la fois par la Convention européenne des Droits de l'Homme et par la Convention relative aux droits de l'enfant.

Saisie de la question, la Cour constitutionnelle a balayé certaines critiques concernant le stage parental. En effet, elle considère, curieusement, que le stage parental « *présente toutes les caractéristiques d'une mesure d'encadrement et non d'une mesure pénale* »²⁸.

Cette interprétation a pour effet de mettre à néant nombre de critiques du stage parental. Toutefois, on ne peut s'empêcher de s'étonner de cette interprétation de la Cour. En effet, il y a fort à parier que pour la personne qui se verra infliger une amende pénale ou une peine de prison en cas d'« échec » ou de non participation au stage parental, la dimension pénale de la mesure sera on ne peut plus perceptible...

Quoi qu'il en soit, nous pensons que la situation de l'enfant dont un parent serait sanctionné de la sorte verra difficilement sa situation s'améliorer. Cela nous semble donc contraire au respect de l'intérêt supérieur de l'enfant consacré et protégé par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.

²⁷ Van Keirsbilck, B., & Defays, C., « Stage parental : la fin justifie-t-elle les moyens ? », *JDJ*, n° 282, février 2009, p. 54-57.

²⁸ Cour constitutionnelle, arrêt n° 49/2008 du 13 mars 2008, B.7.5.

5. En guise de conclusion

Si l'on se base sur les termes de la loi, il est difficile de prétendre que le stage parental constitue une mesure de soutien à la parentalité. En tout cas, l'on ne peut faire l'économie de quelques interrogations –reprises ci-dessus.

Quelles que soient les réponses apportées à l'ensemble des questions que posent le stage parental, il est permis de remettre en cause sa philosophie même, dans la mesure où elle constitue une sanction à caractère paternaliste²⁹, et risque donc de s'avérer contre-productive.

Si, la dénonciation, par le Ministre de la Justice, de l'accord de coopération entre le Fédéral et les Communautés aura pour effet plus que probable de mettre fin au recours au stage parental, les Communautés n'ayant pas les moyens de financer cette mesure seules, il n'en reste pas moins que cette mesure reste inscrite dans la loi. Et que, donc, elle pourrait potentiellement être appliquée dans le futur, si les Communautés parvenaient à redresser leurs finances.

Nous estimons qu'il ne s'agit pas d'une mesure satisfaisante et que, dès lors, elle devrait être supprimée de la loi.

D'une manière générale, nous insistons sur l'importance de renforcer le soutien offert aux parents dans un cadre légal, d'une façon non stigmatisante, et donc davantage respectueuse de tous –parents et enfants.

Cette analyse a été réalisée par la Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE) en collaboration avec la Ligue des droits de l'Homme et Défense des droits de l'enfant (DEI) et représente la position de la majorité de ses membres.

La CODE qui est un réseau d'associations ayant pour objectif de veiller à la bonne application de la Convention relative aux droits de l'enfant en Belgique. En font partie : Amnesty international, ATD Quart Monde, BADJE (Bruxelles Accueil et Développement pour la Jeunesse et l'Enfance), le CJEF (Conseil de la jeunesse d'expression française), DEI (Défense des enfants international) Belgique section francophone, ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking of Children for sexual purposes), la Ligue des droits de l'Homme, la Ligue des familles, Plan Belgique et UNICEF Belgique. La CODE a notamment pour objet de réaliser un rapport alternatif sur l'application de la Convention qui est destiné au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. De plus amples informations peuvent être obtenues via notre site.

Avec le soutien du Ministère de la Communauté française. Direction générale de la Culture – Service général de la jeunesse et de l'éducation permanente.

²⁹ Rappelons que, a priori, le public est non demandeur... A tout le moins non demandeur de mesures répressives, mais pas non demandeur d'une aide...